

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1974 - 20 avril 1995 - 3 F

D 1974 **GUATEMALA** : L'OBSTACLE DE L'IMPUNITÉ DES MILITAIRES

Le 31 mars 1995, les négociations entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) (cf. DIAL D 1918 et 1957) aboutissaient à un nouvel accord, cette fois sur l'identité et les droits des peuples indiens. Nous reviendrons sur ce point en publiant le projet élaboré par la Coordination des organisations du peuple maya.

Il reste que ces interminables négociations commencées en 1990 (cf. DIAL 1475) buttent inmanquablement sur le refus de l'armée, laquelle continue d'exercer sa tutelle sur le gouvernement. Le document ci-dessous est un extrait de l'article signé de Trish O'Kane et publié dans la revue nicaraguayenne **Envío** de mars 1995.

Note DIAL

UN MUR QUI NE TOMBE PAS : LE MUR MILITAIRE

*La société civile guatémaltèque continue sa marche,
elle apprend la tolérance, elle s'exerce au débat, elle imagine un nouveau pays.
Mais elle est encerclée d'un mur élevée et menaçant,
le mur construit des décennies durant par les militaires,
qui les protège de l'impunité et perpétue une interminable histoire de violence*

En début février l'archevêque de Ciudad de Guatemala, Próspero Penados, a sévèrement critiqué le gouvernement du président Ramiro de León Carpio, en déclarant l'Etat responsable de la grave situation des droits de l'homme et de l'impunité. *"Si l'Etat veut retrouver le chemin de son peuple, il doit le libérer de ses geôliers"*, a affirmé Penados, dans une allusion à la dépendance dans laquelle se trouve le gouvernement de De León par rapport à l'armée. *"Il y a maintenant des exécutions extra-judiciaires, a-t-il continué, des séquestrations temporaires, une guerre psychologique, des campagnes souterraines, des menaces, une terreur permanente, calculée et perverse. Ceux qui en sont à l'origine ce sont les mêmes : une espèce de nomenclatura dont la maîtrise de la sûreté de l'Etat a fait une mafia."*

Les critiques publiques de l'archevêque coïncidaient avec la sortie du rapport annuel du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché (ODHA), un rapport qui donne toujours des maux de tête au gouvernement en place, vu la crédibilité de l'Eglise catholique en la matière. Comme on pouvait s'y attendre, le rapport comporte une sombre analyse de la situation, qui ne fait que confirmer les déclarations du prélat.

En 1994, la moyenne des exécutions extra-judiciaires a été d'une par jour. 60 % des victimes de cette méthode criminelle n'ont jamais été identifiées et ont été enterrées sous la mention "inconnu". D'après le rapport, 16 % des personnes assassinées oeuvraient dans le sens d'un changement social : quatorze étudiants, trois politiques, sept syndicalistes, trois militants des droits de l'homme, deux journalistes, vingt-cinq paysans et un travailleur au service d'une ONG.

Le document souligne l'existence d'une politique officielle de persécution et de contrôle de la population civile, politique décrite comme *"un mur militaire qui fait prospérer l'impunité et la consacre de fait comme norme d'Etat"*.

Des juges menacés

"Aujourd'hui les violations sont mieux calculées et criminellement plus sophistiquées. De nombreux crimes politiques sont camouflés en délinquance de droit commun", affirme Mgr Penados dans sa critique du gouvernement.

Le Bureau des droits de l'homme de l'archevêché parle de nouvelle tendance à propos de ces violations : la chasse aux membres des forces de sécurité qui se hasardent à lutter contre la corruption et à enquêter sur certains cas. *"On parle de renforcer la sécurité des citoyens, ajoute l'archevêque. Mais le commissaire de police Augusto Medina a été assassiné alors qu'il travaillait à la démilitarisation de la police du Quiché, qu'il cherchait à en finir avec l'impunité des patrouilles d'auto-défense civile dans l'affaire Jorge Carpio¹, et qu'il avait expulsé des policiers corrompus qui se livraient à des attaques à main armée sur les routes. Ce crime reste impuni, tout comme ceux d'autres policiers assassinés."*

L'archevêque rejette les affirmations du gouvernement prétendant que des réformes judiciaires significatives ont été faites, alors que les juges qui défendent la cause des droits de l'homme ont été marginalisés dans l'institution judiciaire, menacés et assassinés. Le rapport du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché cite le cas du juge Edgar Ogáldez, abattu par des individus armés dans les locaux de l'université de San Carlos en août 1994. Ogáldez avait commis l'erreur fatale de mettre en procès un officier des services de renseignement. *"Nos enquêtes, affirme Mgr Penados, laissent entendre que les assassins sont des collaborateurs de l'état-major présidentiel."* L'accusation est très délicate pour De León car la sécurité du président est à la charge de cette unité spécialisée. Le colonel Otto Pérez Molina, l'un des principaux alliés de De León au sein de l'armée, est le chef de l'état-major présidentiel.

Un État délinquant

Le rapport du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché donne des détails sur l'opération montée par un escadron de la mort dans une base militaire à Cobán. Cet escadron semble être une pièce du récent plan gouvernemental de lutte contre la délinquance. Peu après sa formation par un capitaine de l'armée, on a commencé à retrouver les cadavres torturés de voleurs connus dans le secteur jetés le long de la route voisine.

"Quelle espèce d'Etat de droit est cet État, s'interroge l'archevêque, qui en prétendant combattre la délinquance devient lui-même un délinquant? Et cela se passe sous nos yeux. Mais ce qui est plus lamentable c'est que, en dépit de la présence de la mission internationale de vérification, la situation continue."

L'impunité a également été notoire en février dans le cas du crime contre le Père Alfonso Stessel, poignardé et tué par balle en décembre au retour d'une promenade de Noël avec ses paroissiens. En fin février, les trois suspects arrêtés pour l'assassinat du prêtre belge ont réussi à "s'évader" de la prison et à s'enfuir à El Salvador. *"L'assassinat du P. Stessel, a commenté l'archevêque, a été un avertissement à l'Eglise. Ce prêtre allait résolument dans le sens de la libération des pauvres. Les gens riches ne veulent sans doute pas que les gens pauvres s'éveillent et exigent leurs droits. Aussi la prédication constante du Père Alfonso était une gêne, un danger. Sa mort a été une mort sélective. Ce sont des assassins mandatés qui l'ont tué. Personne ne croit qu'ils se sont évadés vers El Salvador. On les a laissés partir. Et l'impunité continue."*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441

¹ Homme politique et journaliste assassiné le 3 juillet 1993 par une patrouille d'auto-défense civile sous contrôle militaire. Sur ces patrouilles en milieu indien, cf. DIAL D 859 et 1052 (NdT).